

Questions orales

En d'autres mots, pourquoi tarde-t-il à régler ces problèmes de longue date, puisque son prédécesseur le député de Vegreville avait pris des décisions et trouvé des solutions à ces problèmes il y a un certain temps?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, je constate que mon honorable ami pose la même question qu'il y a quelques mois. Cependant, le rapport SOMPS est connu. Il a servi à organiser notamment les services ferroviaires et aérien. Une décision concernant le troisième terminus à Malton sera prise au cours des prochains mois. La décision concernant l'aéroport de Hamilton a déjà été annoncée. Je ne me souviens pas des autres éléments de la question, mais j'y répondrai volontiers, si le député veut bien me les rappeler.

M. Jelinek: Madame le Président, le ministre a raison lorsqu'il dit que je lui ai posé la même question il y a plusieurs mois. J'ai effectivement posé cette question, on n'a rien fait alors et on ne fait toujours rien.

● (1450)

Comme le ministre semble un peu perdu par les différents aspects que comportait ma question sur les transports aériens à Toronto, je vais simplifier ma question supplémentaire. Elle concerne en particulier la situation à l'aéroport international de Toronto où, comme le ministre doit le savoir, le trafic aérien a augmenté de plus de 10,500 mouvements au cours des quatre dernières années. A l'heure actuelle, 59,637 appareils passent par cet aéroport et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Étant donné que le rapport SOMPS recommandait la construction d'un troisième aérogare et que les installations actuelles, notamment à l'aérogare n° 1, sont parfois surpeuplées et insuffisantes, le ministre peut-il cesser de tergiverser et nous dire quand il prendra une décision au sujet de l'aéroport international de Toronto?

M. Pepin: Je suis convaincu, madame le Président, que si le député revoit la question qu'il m'a posée, il se rendra compte qu'il y a quelques mois, j'ai donné une réponse concernant l'aéroport de Hamilton.

M. Jelinek: Je parlais de Toronto.

M. Pepin: En ce qui concerne la troisième aérogare de l'aéroport international de Toronto, j'ai déjà répondu à la question, il y a quelques instants. J'ai dit que la décision ne tarderait plus et qu'une annonce serait faite dans les mois à venir. Que puis-je faire de plus?

Des voix: Oh, oh!

M. Pepin: Ce n'est pas vous mais quelqu'un d'autre qui a détenu ce portefeuille ces trois dernières années.

* * *

LE GRAIN

LA FIN DE L'EMBARGO SUR LES VENTES À L'URSS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre des Transports, qui est parfois responsable de la Commission du blé.

Une voix: Parfois.

M. Hovdebo: Les États-Unis sont intervenus de façon plutôt agressive en Chine, qui représente notre marché traditionnel pour la vente de blé, bien qu'ils nous aient demandé de respecter leur embargo sur les exportations de blé à l'Union soviétique. Or, il est peu probable que le gouvernement Reagan soit partisan du maintien de cet embargo. Dans ces conditions, le ministre peut-il nous donner l'assurance, ainsi qu'aux agriculteurs canadiens, que nous ferons fi de cet embargo et vendrons autant de céréales que possible à l'Union soviétique?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, le ministre d'État responsable de la Commission du blé déclare depuis des semaines que nous continuerons à exporter nos céréales vers l'Union soviétique en respectant nos quotas habituels. Nous n'avons plus l'intention de fixer un plafond ou un maximum à nos exportations. Cela fait des semaines qu'il le dit.

M. Hovdebo: Cette déclaration du ministre va à l'encontre de la politique arrêtée par le gouvernement.

J'ai une question supplémentaire, madame le Président. Compte tenu de la pénurie de liquidités dans les Prairies et vu que le département d'économie agricole de l'Université de la Saskatchewan a constaté des pertes de neuf millions de dollars suite à l'embargo sur les ventes d'orge, après avoir déjà constaté des pertes de 120 millions dans le cas des ventes de blé, est-ce que le gouvernement va continuer de tergiverser avec les calculs, ou est-ce qu'il va établir les paiements le plus tôt possible et, s'il va les établir, à combien ce sera et pour quand?

M. Pepin: Madame le Président, mon collègue le ministre de l'Agriculture a dit il y a un certain nombre de jours qu'il donnerait une réponse à cette question dans quelques semaines. Je crois qu'il a dit que ce serait en novembre, si j'ai bonne mémoire. C'est donc qu'il s'occupe de la chose.

* * *

[Français]

LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

LA POSITION DU MINISTRE AU SUJET DE LA DEMANDE DE PAUL
ROSE

M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière): Madame le Président, ma question s'adresse au solliciteur général. Dernièrement, et plus précisément au Québec, dans les journaux, on a beaucoup fait état de la situation de la demande de la libération conditionnelle du terroriste, membre du FLQ, Paul Rose, et on a fait état d'une demande précise qui sera peut-être faite au bureau du solliciteur général. J'aimerais savoir si le ministre a eu des demandes en ce sens, et quelle est la position du ministère face à cette situation?